

# Répartition et chômage

mercredi 4 avril 2007, par [HUSSON Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 8 janvier 2007).

Tout projet cohérent de transformation sociale doit partir d'une analyse de l'un des traits les plus sinistres du capitalisme contemporain, à savoir le chômage de masse. Il faut, pour commencer, réfuter les fausses explications qui renvoient au coût du travail excessif et aux nouvelles technologies. C'est assez simple, puisque tout au long des « Trente glorieuses » – pendant lesquelles le taux de chômage n'a jamais dépassé 2% – le salaire progressait en phase avec une productivité qui augmentait bien plus vite qu'aujourd'hui.

Fondamentalement, la montée du chômage est liée à la déformation dans la répartition du revenu depuis 20 ans : la part des salaires dans le revenu national a baissé au profit des revenus financiers, tandis que la part de l'investissement restait à peu près constante. Cet énorme transfert des salaires vers les « rentes » (10 points de PIB, soit 160 milliards d'euros) a pesé sur la situation de l'emploi de deux manières. Le gel des salaires a bloqué la demande. Tout pouvoir d'achat supplémentaire est consommé à peu près intégralement par les salariés, mais il est en grande partie épargné par les « rentiers » et c'est d'ailleurs pour cette raison que les baisses d'impôts ciblées sur les hauts revenus n'ont pas relancé la consommation. Et surtout, la rétention des gains de productivité par la finance a bloqué le processus de réduction du temps de travail.

## Répartition et durée du travail

La non redistribution des gains de productivité aux salariés – que ce soit sous forme de pouvoir d'achat ou de baisse du temps de travail – est donc au fondement des deux processus jumeaux mis en œuvre par le néo-libéralisme : précarisation d'un côté, financiarisation de l'autre. On ne peut donc viser à la résorption du chômage sans toucher à la répartition des richesses. La réduction du temps de travail est ici un levier essentiel : c'est non seulement un instrument de création d'emplois mais aussi un moyen de modifier le partage des richesses et de réduire les inégalités. On connaît bien aujourd'hui les travers de l'expérience du passage aux 35 heures dont le potentiel en emplois a été en grande partie annulé par une nouvelle intensification du travail et une extension de la flexibilité sous toutes ses formes. L'exigence d'embauches proportionnelles et des mesures anti-précarité pourraient permettre de neutraliser ces effets pervers. Pour conduire ce mouvement, il faudra un double contrôle venant à la fois d'en haut – par exemple l'encadrement des heures supplémentaires – et d'en bas : ce sont les salariés et leurs représentants qui devront valider la réalité des embauches. Mais il y a plus : la réduction du temps de travail doit être aussi l'occasion de changer le contenu du travail et d'en repenser les finalités : l'emploi pour toutes et tous doit être un emploi de qualité, à la fois du point de vue des conditions de travail et de la nature de la production.

## Répartition et demande sociale

La validité d'un tel projet ne repose pas sur accélération non soutenable de la croissance mais implique une modification substantielle de son contenu. En premier lieu, la priorité à la réduction du temps de travail équivaut en effet à un arbitrage entre production et temps

libre qui privilégie cette dernière utilisation des gains de productivité. Mais tout changement dans la répartition des richesses induit un changement dans le contenu de la croissance. Il ne s'agit pas en effet de deux phénomènes indépendants : un PIB à 70% de part salariale croît de manière plus régulière et égalitaire qu'à 60%. Tout dépend ensuite du mode de repérage et de satisfaction de la demande sociale. Le partage des richesses ne doit pas seulement évoluer en faveur des salaires (au sens large, autrement dit y compris la protection sociale) mais de manière plus générale en faveur d'une offre socialisée de biens et services. C'est l'articulation entre le partage primaire des revenus (au niveau des entreprises) et la socialisation des dépenses via la fiscalité et les transferts sociaux qui peut contribuer à la fois à une meilleure satisfaction des besoins et à une réorientation de la croissance. Le PIB peut en effet augmenter de plusieurs manières : l'achat d'une troisième voiture augmente le PIB, mais la création d'emplois dans les services publics aussi.

La priorité aux besoins sociaux permet alors d'envisager un nouveau type de développement. Il faut ici combiner la critique du productivisme et celle du capitalisme. Pour ce système, le chômage et la non reconnaissance des besoins sociaux ne sont pas des symptômes d'inefficacité, mais des moyens de réguler la répartition des revenus en faveur des possédants. Un autre partage des richesses n'a de sens, et de chance de réussite, que s'il vise à renverser cette priorité, en privilégiant la création d'emplois socialement et écologiquement utiles fondés sur la satisfaction des besoins sociaux, notamment dans les services publics.

L'hypothèse fondamentale est ici que les plus urgents de ces besoins (santé, logement, éducation, transports collectifs, crèches et accueil des personnes âgées, économies d'énergie, recherche, etc.) correspondent, ou peuvent le faire, à ce type d'« offre ». Ce sont autant d'occasions de créer des emplois autrement que par une croissance productiviste, et de réduire en même temps la part des activités écologiquement nuisibles. Cette priorité à la satisfaction des besoins sociaux doit conduire ensuite à rééquilibrer l'orientation de l'investissement, par l'intervention des pouvoirs publics et des salariés dotés de droits nouveaux.

La critique de la croissance productiviste et celle du chômage capitaliste doivent donc être combinées de manière à dépasser le stade de la dénonciation culpabilisante et à affirmer une double priorité : priorité au temps libre plutôt qu'à la recherche - vaine et dangereuse - de la croissance pour la croissance, et priorité aux modes de satisfaction socialisés des besoins plutôt qu'aux mécanismes marchands. Cette double priorité permet de déboucher sur des revendications concrètes et légitimes et de donner un point d'appui majoritaire à un projet de transformation sociale. Le nouveau partage des richesses apparaît alors comme le moyen, et la condition, pour avancer vers une société du bien-être et du temps libre.

---

## **P.-S.**

\* Ecrit pour "Autre Campagne" <http://www.lautrecampagne.org/article.php?print=1&id=40>

\* ©2006-2007 L'Autre Campagne.

\* Michel Husson est économiste, administrateur de l'INSEE, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales, membre de la Fondation Copernic.